

« À force de manquer de moyens, on vit des situations tendues »

« **CE QUI SE PASSE** à Querqueville, c'est le reflet d'une politique gouvernementale qui n'octroie plus assez de moyens pour l'enseignement. Depuis des années, on comble les trous comme on peut mais à un moment, ça ne passe plus. »

Pascal Roger, secrétaire départemental du SNES-FSU, syndicat représentant des enseignants, ne se satisfait pas des conditions dans lesquelles s'est déroulée cette rentrée 2021. « On veut nous communiquer une image d'apaisement, comme si rien ne s'était passé. L'objectif est de garder les classes ouvertes, et nous le partageons. En revanche, il faut que les établissements disposent de moyens pour accueillir les élèves correctement. »

33 postes en moins dans les collèges

Pour cette rentrée 2021, le syndicat recense 33 postes en moins dans les collèges, et 13,5 dans les lycées du département. Une décision incomprise. « Avec les confinements, l'école à distance... On le voit, certains élèves ont des difficultés qui se sont amplifiées. Et là, on se retrouve dans des classes de 30 élèves, avec l'inclusion d'élèves en situation de handicap. Clairement, ce n'est pas possible. »

Un peu plus de 80 000 jeunes seront scolarisés, tous niveaux confondus, dans la Manche. Soit 1 200 de moins que l'an passé. « À ce propos, il y a une analyse des chiffres que l'on ne partage pas. Tous les ans, on nous indique que le nombre d'élèves baisse, sous entendant qu'il faut diminuer le nombre d'enseignants. En réalité, dans les collèges, on a une relative stabilité du nombre de jeunes. Oui, il y a eu une diminution importante entre 2000 et 2006, mais ce n'est plus le cas à présent. Résultat, on vit des situations plus que tendues dans certains établissements. » Le syndicat rappelle que depuis 2017, 7 490 postes ont été supprimés à l'échelle nationale, quand les effectifs ont augmenté de 63 662 élèves.

Protocole sanitaire

Concernant le contexte sanitaire, le protocole mis en place dès à présent ressemble à celui de ces derniers mois. Si les jeunes sont globalement bien vaccinés, les syndicats espèrent plus de mesures au sein des établissements avec, notamment, l'installation de détecteurs de CO². « Forcément, on craint un rebond épidémique dans nos classes. Cela fait des mois que l'on sensibilise sur les détecteurs de CO² et les purificateurs

d'air. L'aération des locaux est un sujet très important et les premiers essais réalisés dans des classes témoignent de la rapidité à laquelle les plafonds sont atteints. »

Changements pour le baccalauréat

« La réforme du lycée est un autre sujet qui agite les salles des professeurs », admet Martine Quesnel. Le contrôle continu va prendre une place grandissante dans la note finale. « Pour nous, cela veut dire un bac maison, différent selon les établissements. C'est inégalitaire et change complètement le rapport pédagogique entre le professeur et les élèves, stressés par les notes attribuées. » Les représentants des enseignants du second degré réclament un retour au baccalauréat avec des épreuves terminales, nationales et anonymes. Ces revendications, ils comptent les partager dès la fin du mois de septembre, lors d'une mobilisation.

Carole LE GOFF



L'an dernier, la FSU faisait partie des syndicats mobilisés contre la réforme du baccalauréat. Cette année, une mobilisation est programmée le 23 septembre.